



Maître d'ouvrage

Ministère des Armées

Direction centrale du service
d'infrastructure de la défense

Aérodrome d'Étain-Rouvres

Préfecture de la Meuse
Préfecture de la Meurthe et Moselle

Projet de
plan d'exposition au bruit

Rapport de présentation



Maîtrise d'œuvre

Direction Départementale des Territoires de la Meuse

14 rue Antoine Durenne – BP 10501 – 55012 BAR-LE-DUC cedex



Assistance à la maîtrise d'œuvre

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Département Programmation Environnement Aménagement

Siège : 82, rue des Pyrénées – 75970 PARIS cedex 20

Site Atlantique : 12 avenue Pythagore – BP 70285 – 33697 MÉRIGNAC Cedex

Février 2019

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
I) GÉNÉRALITÉS SUR LES PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT	3
1) Méthode d'élaboration des PEB	3
a) Évaluation de l'exposition au bruit à court, moyen et long termes	3
b) L'indice L_{den}	3
2) Zones de bruit d'un PEB et règles d'urbanisme applicables	4
a) Restrictions d'urbanisation	4
b) Isolation renforcée	5
c) Renouvellement urbain	5
d) Obligation d'information	5
3) Procédure d'établissement du PEB	7
II) DÉMARCHE D'ÉTABLISSEMENT DU PEB DE L'AÉRODROME D'ÉTAIN-ROUVRES	8
1) Présentation de l'aérodrome	8
a) Situation de l'aérodrome	8
b) Vue aérienne de l'aérodrome	9
2) Élaboration technique de l'APPEB	10
a) Hypothèses prises en compte	10
b) Représentation graphique	13
3) Impact sur l'urbanisme	14
4) Choix des limites des zones B et C	14
III) Le projet de PEB de l'aérodrome d'ÉTAIN-ROUVRES	14

INTRODUCTION

Le PEB est un instrument juridique destiné à maîtriser l'urbanisation autour des aérodromes en limitant les droits à construire dans les zones de bruit et en imposant une isolation acoustique renforcée pour les constructions autorisées dans les zones de bruit. C'est un document d'urbanisme opposable à toute personne publique ou privée. Il doit être annexé au plan local d'urbanisme (PLU), au plan de sauvegarde et de mise en valeur et à la carte communale. Les dispositions des PLU doivent être compatibles avec les prescriptions du PEB en vigueur.

Le PEB vise à éviter que de nouvelles populations ne soient exposées aux nuisances sonores générées par l'activité de l'aérodrome considéré. Ainsi, il réglemente l'utilisation des sols aux abords des aérodromes en vue d'interdire ou d'y limiter la construction de logements, dans l'intérêt même des populations, et d'y prescrire des types d'activités peu sensibles au bruit ou plus compatibles avec le voisinage d'un aérodrome.

Outre l'objectif premier de maîtrise de l'urbanisation à travers le droit à construire, le PEB autorise le renouvellement urbain des quartiers existants dans les zones de bruit et introduit des obligations en matière d'information des riverains.

Les textes de référence en matière de PEB sont codifiés et repris dans le Code de l'urbanisme (articles L112-3 à L112-17 et articles R112-1 à R112-17).

L'objet du présent rapport est de présenter le projet de PEB de l'aérodrome d'Etain Rouvres, soumis à PEB au titre de l'arrêté du 28 mars 1988 modifié.

D) GÉNÉRALITÉS SUR LES PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

1) Méthode d'élaboration des PEB

a) Évaluation de l'exposition au bruit à court, moyen et long termes

Le PEB définit des zones de bruit autour de l'aérodrome. Il s'appuie sur des hypothèses à court, moyen et long termes de développement et d'utilisation de l'aérodrome. Les zones de bruit du PEB ne reflètent pas nécessairement la réalité du moment, mais l'enveloppe des expositions au bruit des avions à court, moyen et long termes.

Pour ce faire, il est nécessaire d'établir, pour les trois horizons considérés (court, moyen et long termes), des prévisions réalistes concernant les infrastructures, le trafic, les procédures de navigation aérienne et les conditions d'exploitation. Ces hypothèses s'appuient sur les données et les perspectives envisageables au moment où le projet de PEB est élaboré.

b) L'indice L_{den}

La France a adopté en 2002 l'indice L_{den} (Level Day Evening Night, article R112-1 du code de l'urbanisme) pour l'élaboration des PEB. Cet indice est également prescrit au niveau communautaire (directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement).

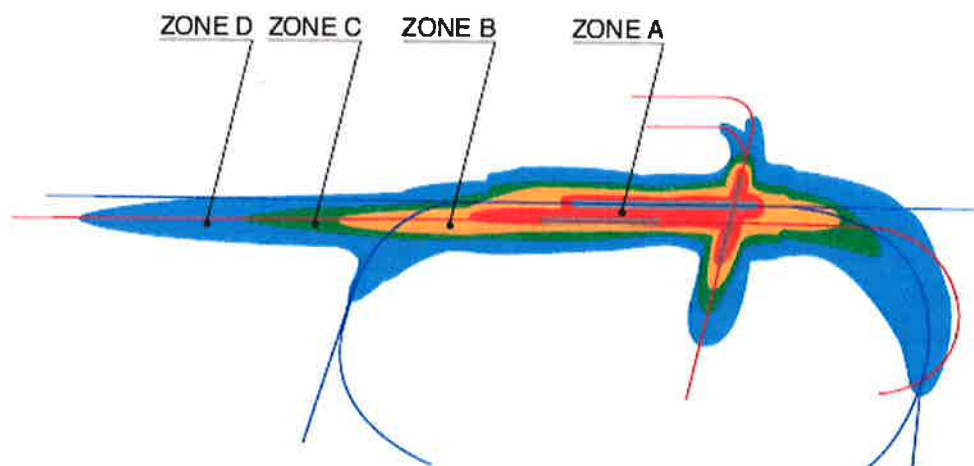
Le L_{den} est un indice de bruit, exprimé en dB(A), qui représente le niveau d'exposition totale au bruit des avions en chaque point de l'environnement d'un aérodrome. Il tient compte :

- du niveau sonore moyen du passage des avions pendant chacune des trois périodes de la journée c'est à dire le jour (6h00-18h00), la soirée (18h00-22h00) et la nuit (22h00-6h00) ;
- d'une pénalisation du niveau sonore selon cette période d'émission : le niveau sonore moyen de la soirée est pénalisé de 5 dB(A), ce qui signifie qu'un mouvement opéré en soirée est considéré comme équivalent à environ trois mouvements opérés de jour. Le niveau sonore de la nuit est quant à lui pénalisé de 10 dB(A) (un mouvement de nuit équivaut à 10 mouvements de jour).

La valeur de l'indice L_{den} est calculée en chaque point du territoire voisin de l'aéroport, à partir des hypothèses de trafic retenues. La modélisation est réalisée à l'aide du logiciel informatique INM (Integrated Noise Model) qui intègre les niveaux sonores émis par les différents avions lors des phases de décollage et d'atterrissage, les paramètres de vol (trajectoires, profils) et les lois de propagation du bruit dans l'air. En reliant les points de même indice, on obtient des courbes, dites isophoniques. Dans la zone comprise à l'intérieur de la courbe isophonique, le bruit est supérieur à l'indice considéré (par exemple 70 dB (A) dans la zone A) à au moins un des 3 horizons envisagés. A l'extérieur de cette courbe, le bruit est inférieur et décroît à mesure que l'on s'éloigne.

Pour les aérodromes où le nombre annuel de mouvements commerciaux n'excède pas 10 000 dans l'une des trois hypothèses de court, moyen ou long terme et caractérisés par une forte variation saisonnière ou hebdomadaire de l'activité aérienne telle qu'elle est prise en compte pour l'élaboration du plan d'exposition au bruit, l'indice L_{den} est déterminé sur un nombre de jours compris entre 180 et 365 au regard des périodes de trafic effectif. Cette disposition s'applique à l'aérodrome d'Étain-Rouvres.

2) Zones de bruit d'un PEB et règles d'urbanisme applicables



Le PEB délimite 3 (voire 4) zones de bruit aux abords de l'aérodrome.

- La zone de bruit fort A

C'est la zone comprise à l'intérieur de la courbe d'indice L_{den} 70 dB(A).

- La zone de bruit fort B

C'est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone A et la courbe dont l'indice peut être fixé entre les valeurs L_{den} 65 dB(A) et L_{den} 62 dB(A).

- La zone de bruit modéré C

C'est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone B et la courbe dont l'indice peut être fixé entre les valeurs L_{den} 57 dB(A) et L_{den} 55 dB(A).

Pour les aérodromes où le nombre annuel de mouvements commerciaux n'excède pas 10 000 dans l'une des trois hypothèses de court, moyen ou long terme et caractérisés par une forte variation saisonnière ou hebdomadaire de l'activité aérienne telle qu'elle est prise en compte pour l'élaboration du plan d'exposition au bruit, la zone de bruit modéré C est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone B et la courbe correspondant à une valeur de l'indice L_{den} choisie entre 57 dB(A) et 52 dB(A). Cette disposition s'applique à l'aérodrome d'Etain-Rouvres.

- La zone de bruit D

Elle est comprise entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice L_{den} 50 dB(A).

La délimitation d'une zone D est facultative pour l'aérodrome d'Etain-Rouvres.

a) Restrictions d'urbanisation

Le PEB prescrit des restrictions d'urbanisation pour les constructions à usage d'habitation et pour les équipements publics ou collectifs, le principe général consistant à ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances sonores.

Dans les **zones A et B**, seuls peuvent être autorisés les logements et les équipements publics ou collectifs liés à l'activité aéronautique, les logements de fonction nécessaires aux activités industrielles et commerciales admises dans la zone et les constructions nécessaires à l'activité agricole.

A l'intérieur de la **zone C**, les constructions individuelles non groupées sont autorisées à condition d'être situées dans un secteur déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et dès lors qu'elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil du secteur.

La **zone D** ne donne pas lieu à des restrictions de droits à construire.

b) Isolation renforcée

Les constructions nouvelles autorisées dans les zones d'un plan d'exposition au bruit doivent faire l'objet de mesures d'isolation acoustique en application de l'article L112-12 du code de l'urbanisme, les niveaux d'isolation acoustique devant être atteints dans les différentes zones du PEB étant les suivantes :

	Zone A	Zone B	Zone C	Zone D
Constructions à usage d'habitation exceptionnellement admises	45 dB(A)	40 dB(A)	35 dB(A)	32 dB(A)
Etablissements d'enseignement et de soins Hôtels	47 dB(A)	40 dB(A)	35 dB(A)	30 dB(A)
Locaux à usage de bureaux ou recevant du public	45 dB(A)	40 dB(A)	35 dB(A)	30 dB(A)

Seuls les niveaux en gras ont valeur de normes.

La règle générale d'isolation acoustique des pièces principales et cuisines des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur impose un isolement acoustique minimum de 30 dB.

Références :

- arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur
- circulaire interministérielle du 19 janvier 1988 relative à l'urbanisme au voisinage des aéroports
- arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit (modifié par arrêté du 23 juillet 2013)
- arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation
- arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, de santé et les hôtels

c) Renouvellement urbain

Dans les zones A, B et C, la rénovation, la réhabilitation, l'amélioration, l'extension mesurée et la reconstruction sont admises à condition qu'elles n'impliquent pas d'accroissement de la capacité d'accueil d'habitants.

En outre, la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain modifiée par la loi n°2002-3 du 3 janvier 2002 a introduit une disposition nouvelle : à l'intérieur des zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou de villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées, à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores : ces secteurs peuvent être délimités postérieurement à l'approbation du PEB, à la demande de la commune compétente en matière de plan local d'urbanisme, par arrêté préfectoral et après enquête publique.

d) Obligation d'information

A l'intérieur des zones de bruit, tout contrat de location d'immeuble à usage d'habitation doit comporter une clause claire et lisible précisant la zone de bruit où se trouve localisé le bien et tout certificat d'urbanisme doit spécifier l'existence de la zone de bruit et l'obligation de respecter les règles d'isolation acoustique.

Limitations du droit de construire dans les zones de bruit d'un PEB
(article L112-10 du code de l'urbanisme)

	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
CONSTRUCTIONS NOUVELLES A USAGE D'HABITATION				
Logements nécessaires à l'activité aéronautique ou liés à celle-ci	Autorisés *			Autorisés *
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	Autorisés * dans les secteurs déjà urbanisés	Autorisés *		
Constructions directement liées ou nécessaires à l'activité agricole				
Constructions individuelles non groupées	Non autorisées		Autorisées * si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et si elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances	
Autres types de constructions nouvelles à usage d'habitation (exemples : lotissements, immeubles collectifs à usage d'habitation)	Non autorisés		Non autorisés sauf dans le cadre d'opérations de reconstruction rendues nécessaires par une opération de démolition en zone A ou B, dès lors qu'elles n'entraînent pas d'accroissement de la population exposée aux nuisances, que les normes d'isolation phonique fixées par l'autorité administrative sont respectées et que le coût d'isolation est à la charge exclusive du constructeur	
ÉQUIPEMENTS PUBLICS OU COLLECTIFS				
Création ou extension	Autorisée * s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes		Autorisée *	Autorisée *
INTERVENTIONS SUR L'EXISTANT				
Rénovation, réhabilitation, amélioration, extension mesurée ou reconstruction des constructions existantes	Autorisée * sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			Autorisées *
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain	Non autorisées		Autorisées * sous réserve de se situer dans un des secteurs délimités pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existant, à condition de ne pas entraîner d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

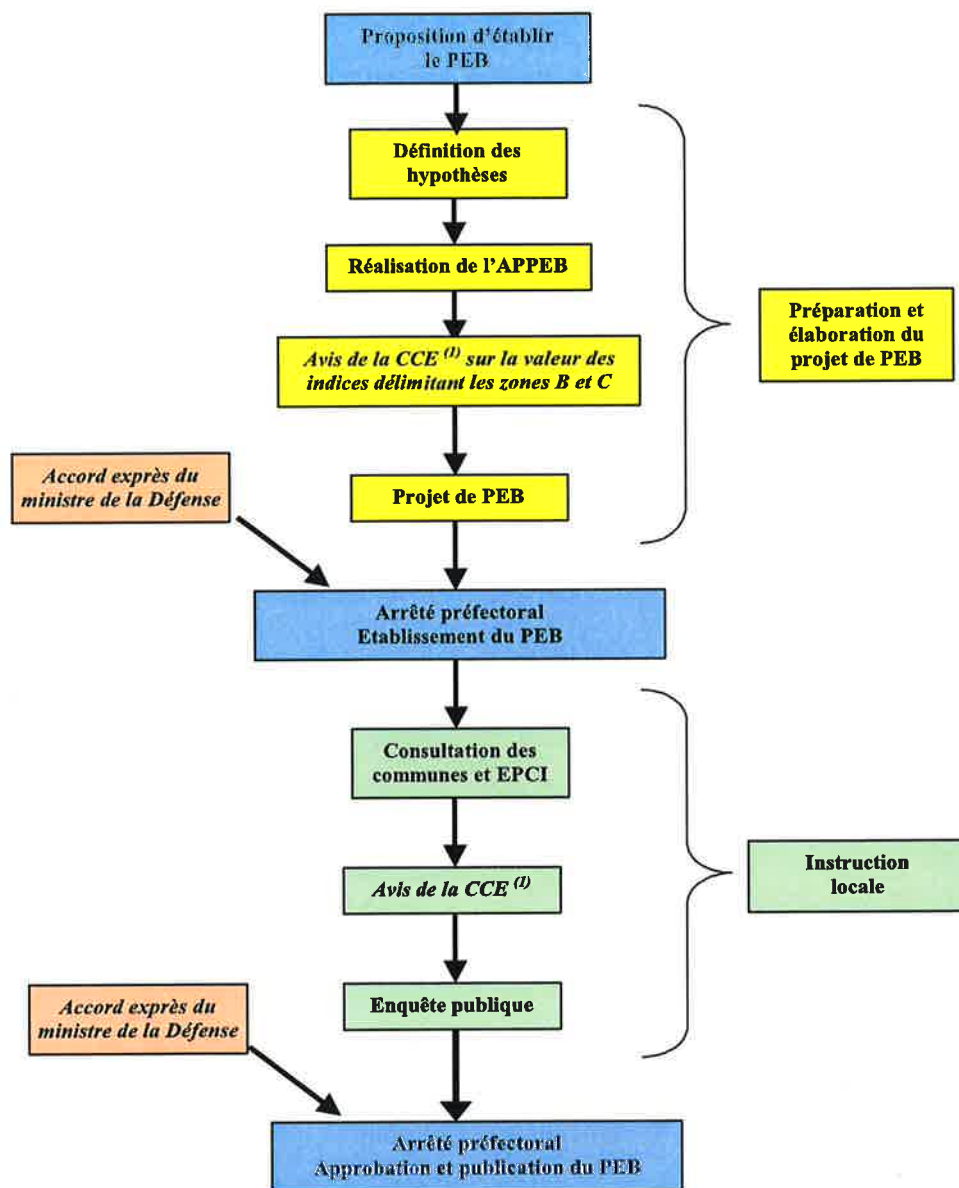
* sous réserve d'une isolation acoustique et, le cas échéant, de l'information des futurs occupants

3) Procédure d'établissement du PEB

La procédure d'établissement du PEB telle que définie dans le code de l'urbanisme se déroule en deux étapes :

- la première étape aboutit à la définition du projet et à la décision d'établissement du PEB ;
- la seconde étape est consacrée au processus de consultation réglementaire et doit aboutir à l'approbation du PEB.

Le détail de la procédure est repris en annexe 1 au présent rapport de présentation.



⁽¹⁾ lorsqu'elle existe

II) DÉMARCHE D'ÉTABLISSEMENT DU PEB DE L'AÉRODROME D'ÉTAIN-ROUVRES

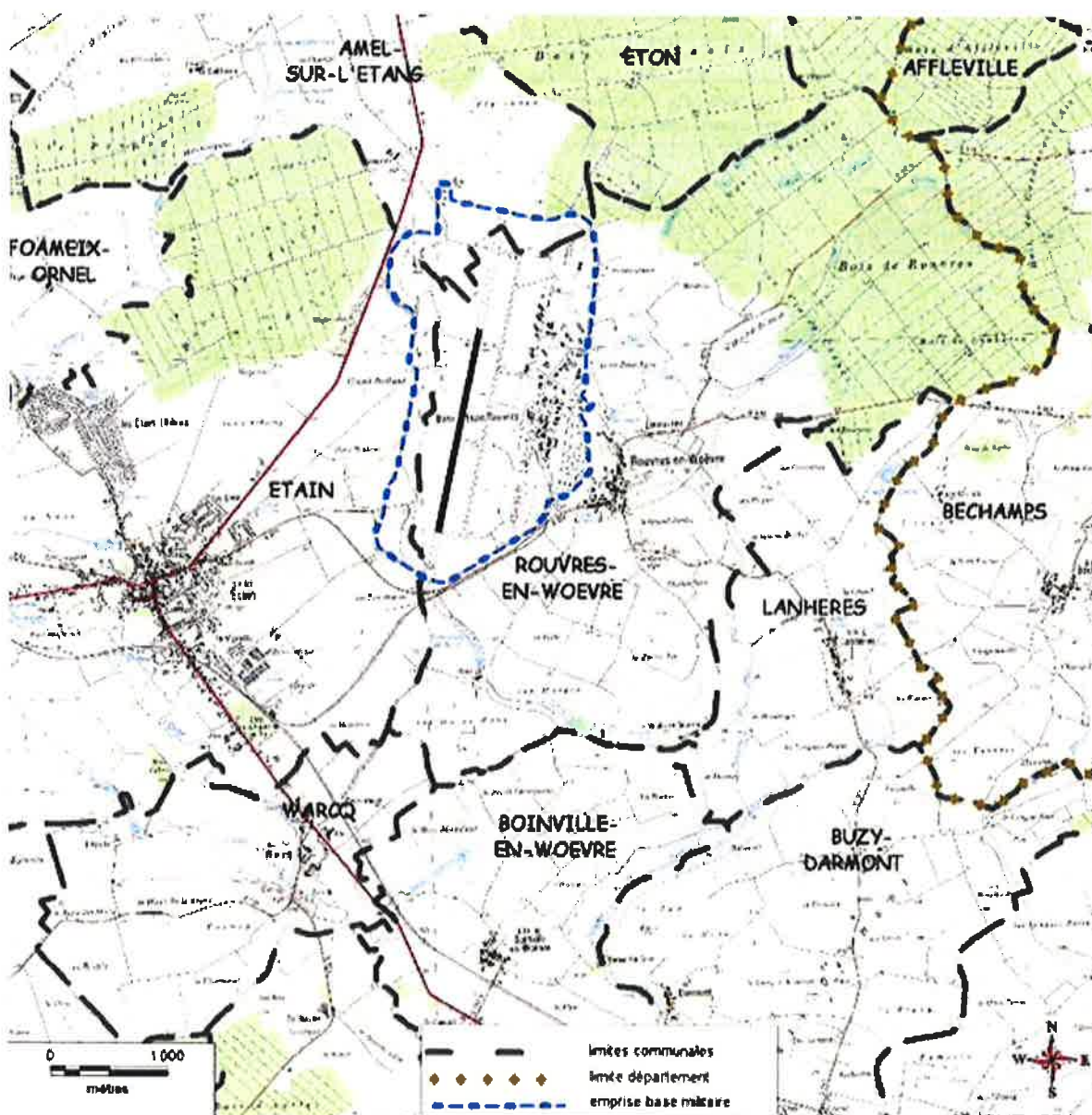
1) Présentation de l'aérodrome

a) Situation de l'aérodrome

L'aérodrome d'Etain-Rouvres est situé à 25 kilomètres à l'Est de Verdun. Son emprise couvre une superficie de 440 hectares sur les communes d'Etain, Rouvres-en-Woevre et Amel-sur-l'Etang.

L'aérodrome d'Etain-Rouvres est affecté à titre exclusif au ministère de la Défense pour les missions du 3^{ème} régiment d'hélicoptères de combat (3^{ème} RHC) de l'aviation légère de l'armée de terre.

L'aérodrome devrait changer de statut au début de l'année 2017 et passer de la liste 3 « réservé aux aéronefs d'état » à la liste 2 « à usage restreint ».



b) Vue aérienne de l'aérodrome



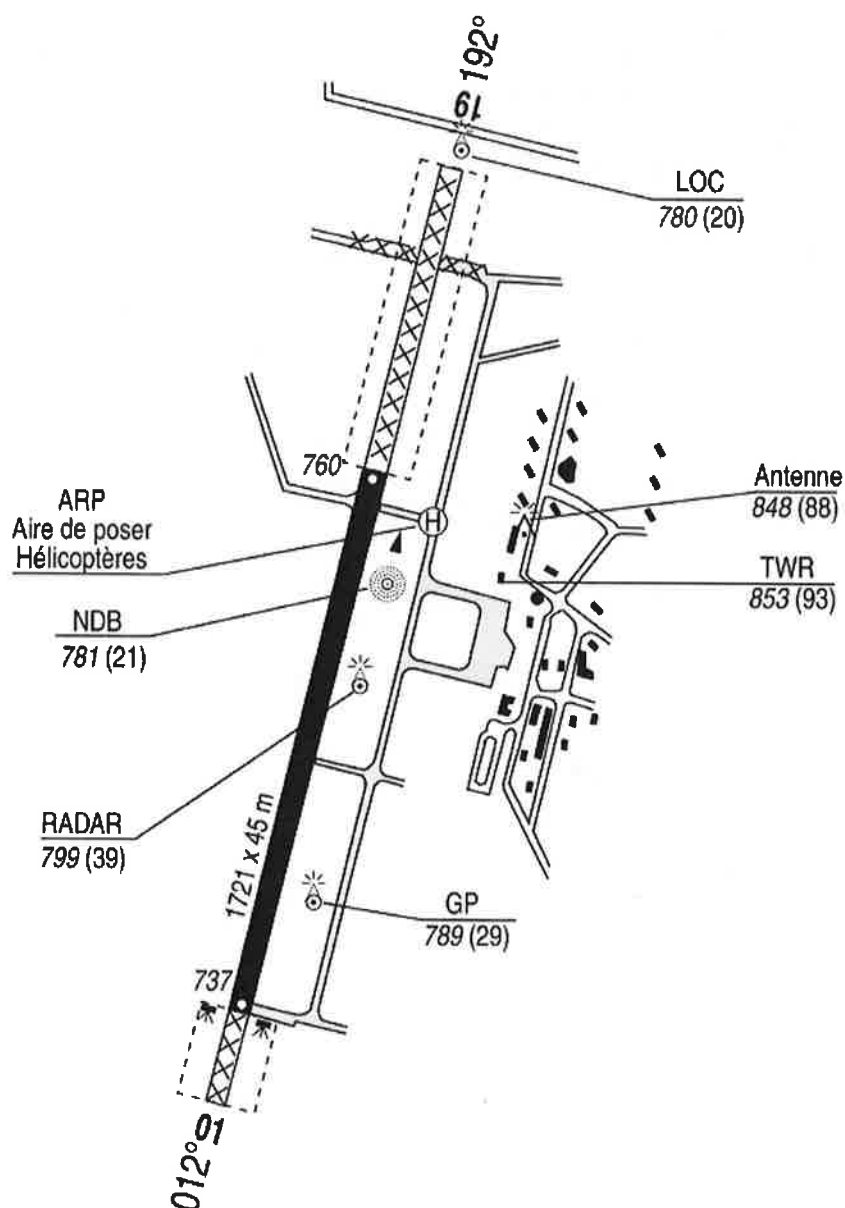
2) Élaboration technique de l'APPEB

a) Hypothèses prises en compte

Infrastructures aéronautiques

L'aérodrome est doté d'une piste revêtue de 1721 mètres x 45 mètres, orientation magnétique 013/193° (QFU 01/19).

Il est pris comme hypothèse le rallongement de la piste à 2400 mètres sur sa partie nord (marquée de croix sur le schéma ci-dessous), avec une mise en œuvre prévisible dans les 5 ans (court terme). Le reste des infrastructures restera identique, à court, moyen ou long terme.



Perspectives d'évolution du trafic

Le trafic aérien sur l'aérodrome est principalement constitué par les mouvements d'hélicoptères Pumas et Gazelles du 3^{ème} régiment d'hélicoptères de combat de l'aviation légère de l'armée de terre.

Le trafic actuel, décomposé selon les types d'appareils (les noms indiqués étant représentatifs des classes d'appareils) figure dans le tableau ci-dessous.

Il est prévu une évolution de ce trafic annuel liée en particulier au changement prochain de statut de l'aérodrome. Les prévisions de trafic, identiques pour les trois termes de l'étude, figurent dans le tableau ci-dessous et sont détaillées en annexe 4 du présent document.

Pour tenir compte de la répartition hétérogène du trafic sur les 365 jours de l'année, le trafic annuel a été réparti sur 250 jours d'activités.

Classe d'appareil	Type d'appareil	Nb annuel de jours d'activité moyen	Trafic annuel en nb de procédures*	
			2014-2015	à court, moyen et long termes
Avions de transport	TBM 700	250	37	30
	A400M		13	45
Hélicoptères	Gazelle SA 341 G		10 043	10 100
	Puma SA 330 J		5 021	5 000
Aviation de loisir	Robin DR 400		0	1 100
TOTAL			15 114	16 275

*Une procédure désignant un atterrissage, un décollage ou un tour de piste.

Répartition du trafic

- Par période de la journée

Pour une journée d'activité moyenne, la répartition par période de la journée est la suivante :

Jour (6h-18h):	79%
Soirée (18h-22h) :	13%
Nuit (22h-6h) :	8%

- Par procédures d'atterrissage, de décollage et de tours de pistes

Les divers tracés des procédures d'atterrissage, de décollage et de tours de piste utilisées sur l'aérodrome figurent ci-après.

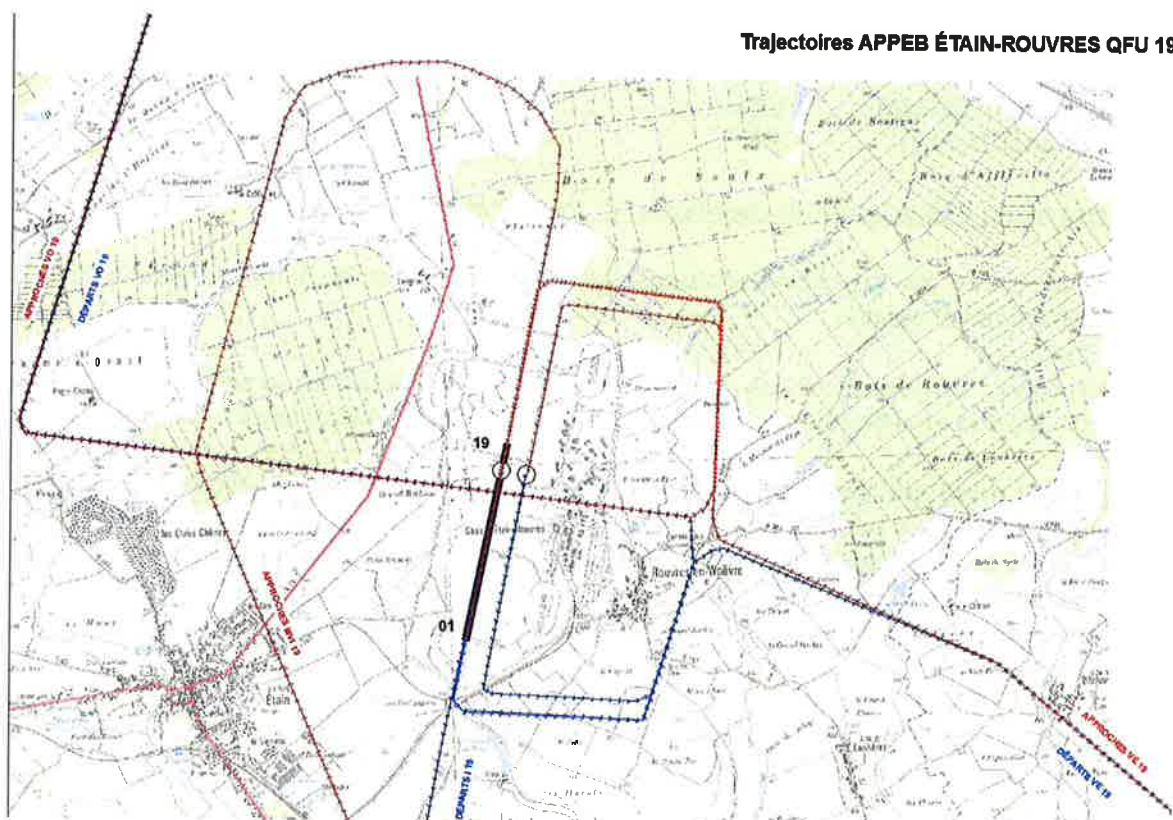
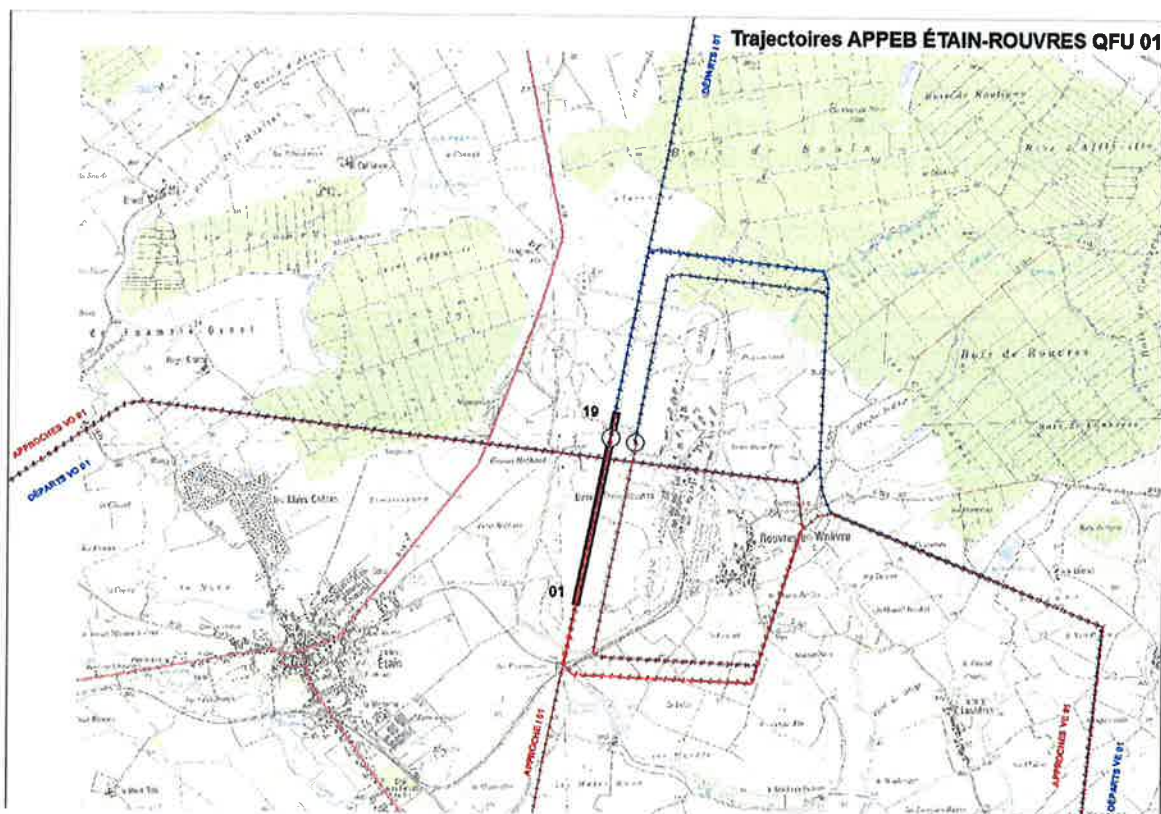
Ces procédures correspondent aux procédures de circulation aériennes actuelles. Il est pris pour hypothèse qu'elles ne subiront pas de modification à court, moyen et long termes.

A ce stade, il paraît sans doute utile de rappeler que les aéronefs (avions et hélicoptères) ne circulent pas sur des trajectoires (cheminements) immuables, ceci pour un certain nombre de raisons, qu'elles soient d'ordre météorologique, liées aux performances des aéronefs ou encore liées à la nécessité, pour les services du contrôle aérien, d'assurer la fluidité du trafic sans dégradation de la sécurité, tout en traitant une flotte d'aéronefs hétérogène en termes de comportements (vitesses notamment) et de caractéristiques (taille).

L'ensemble de ces contraintes fait que les trajectoires réelles effectivement suivies ne sont pas confondues en une seule, mais qu'à une procédure de circulation aérienne (ensemble de consignes) est

plutôt associé un volume contenant l'ensemble des trajectoires possibles dans le respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'exposition au bruit, la prise en compte de cette réalité intangible est effectuée en considérant une certaine dispersion autour de la trajectoire dite "nominale", qui supporte néanmoins la part de trafic la plus élevée.

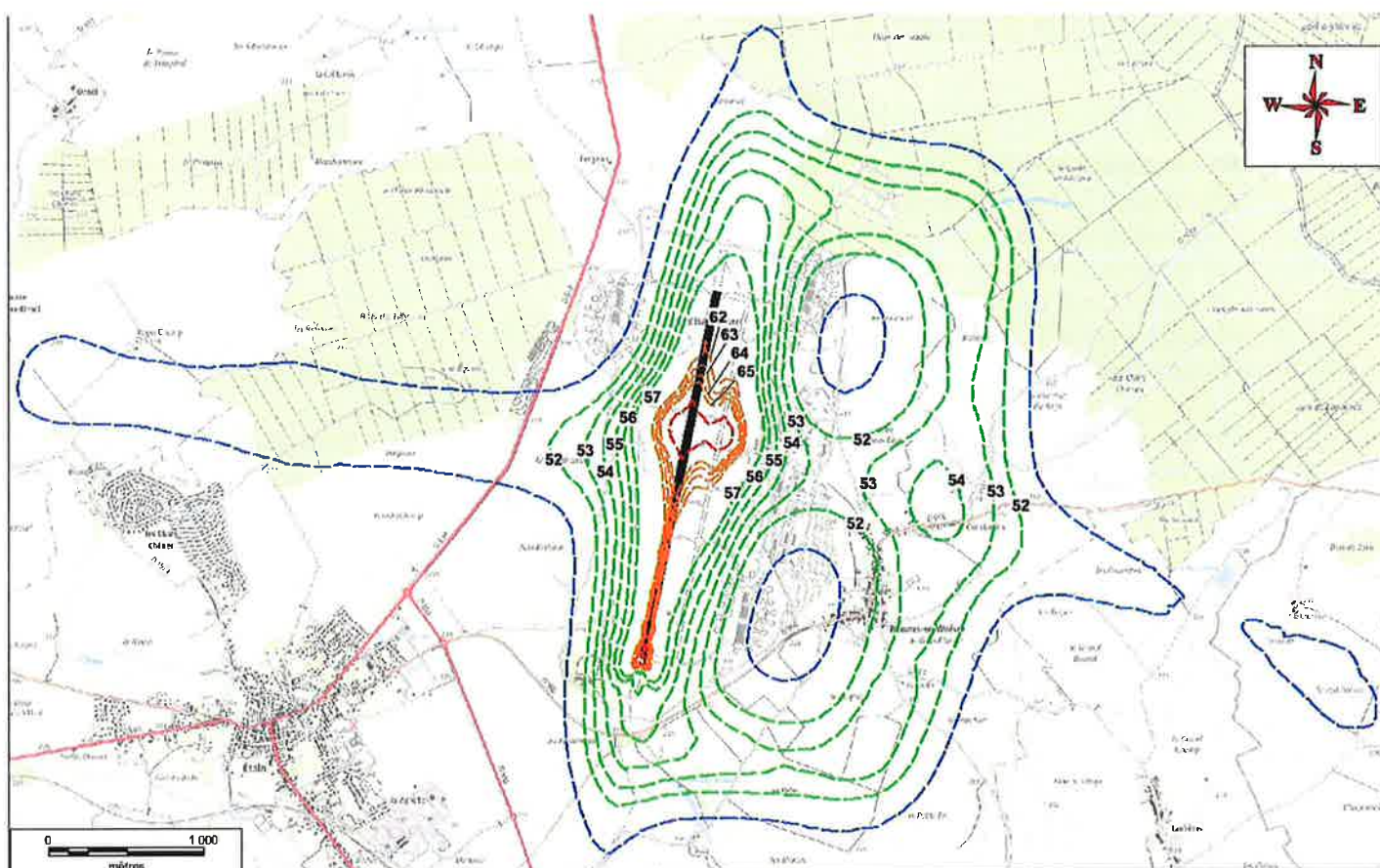


b) Représentation graphique

La simulation d'exposition au bruit (identique pour les 3 termes de l'étude) est illustrée ci-dessous. Sont représentées les courbes délimitant la zone A, l'éventuelle zone D, et les variantes pour les courbes des zones B et C.

- zone A, de bruit fort : $70 \text{ dB} < L_{\text{den}}$
- zone B, de bruit fort : $62 \text{ à } 65 \text{ dB} < L_{\text{den}} < \text{limite zone A}$
- zone C, de bruit modéré : $52 \text{ à } 57 \text{ dB} < L_{\text{den}} < \text{limite zone B}$
- zone D, facultative : $50 \text{ dB} < L_{\text{den}} < \text{limite zone C}$

Etabli à l'échelle 1/25 000^{ème}, l'ensemble de ces courbes constitue la représentation graphique de l'avant-projet de plan d'exposition au bruit, jointe au présent rapport.



LEGENDE

- LDEN 70 (limite extérieure de la zone A)
- LDEN 65 à 62 (limites extérieures possibles de la zone B)
- LDEN 57 à 52 (limites extérieures possibles de la zone C)
- LDEN 50 (limite extérieure de la zone D facultative)

3) Impact sur l'urbanisme

Conformément à l'article L 112-4 du code de l'urbanisme :

" Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales doivent être compatibles avec les dispositions du plan d'exposition au bruit" (PEB).

Dans ce cadre, l'analyse ci-après traite de la compatibilité des documents d'urbanisme locaux en vigueur avec les dispositions de l'avant-projet de PEB (APPEB).

L'analyse porte sur la compatibilité des zonages d'urbanisme avec les dispositions des zones de bruit A, B et C de l'avant-projet de PEB à l'exclusion de la zone D car cette dernière ne prescrit aucune restriction de droits à construire.

Les incompatibilités sont relevées ci-après sans préjuger du choix des indices de bruit pour délimiter les zones B et C du projet de PEB.

Département de la MEUSE

Six communes sont touchées par l'avant-projet de PEB :

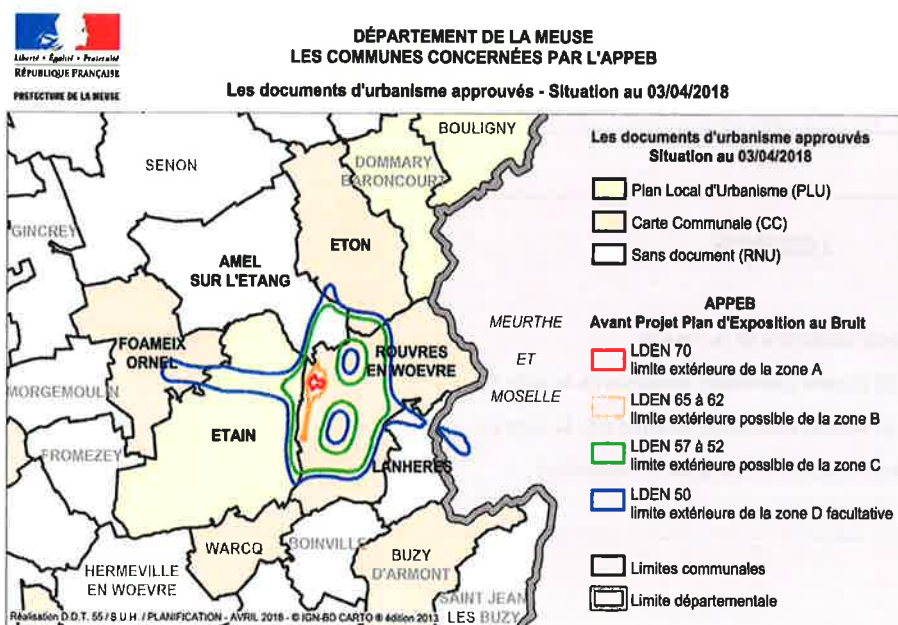
- Amel-sur-l'Etang (zone C et D)
- Etain (zone C et D)
- Eton (zone C et D)
- Foameix-Ornel (zone D uniquement)
- Lanhères (zone D uniquement)
- Rouvres-en-Woëvre (zone A, B, C et D)

Les documents d'urbanisme locaux en vigueur sur les zones de bruit sont les suivants :

- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Etain
- Les Cartes Communales (CC) des communes d'Eton, Foameix-Ornel et Rouvres-en-Woëvre.

Les communes d'Amel-sur-l'Etang et Lanhères ne sont pas dotées d'un documents d'urbanisme.

Au 03/04/2018, aucune procédure d'urbanisme n'est en cours (élaboration, révision, révision allégée, modification ...) sur ces six communes. Par ailleurs, ce secteur n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale (SCoT) en vigueur ou en projet.



Compatibilité avec les documents d'urbanisme communaux en vigueur

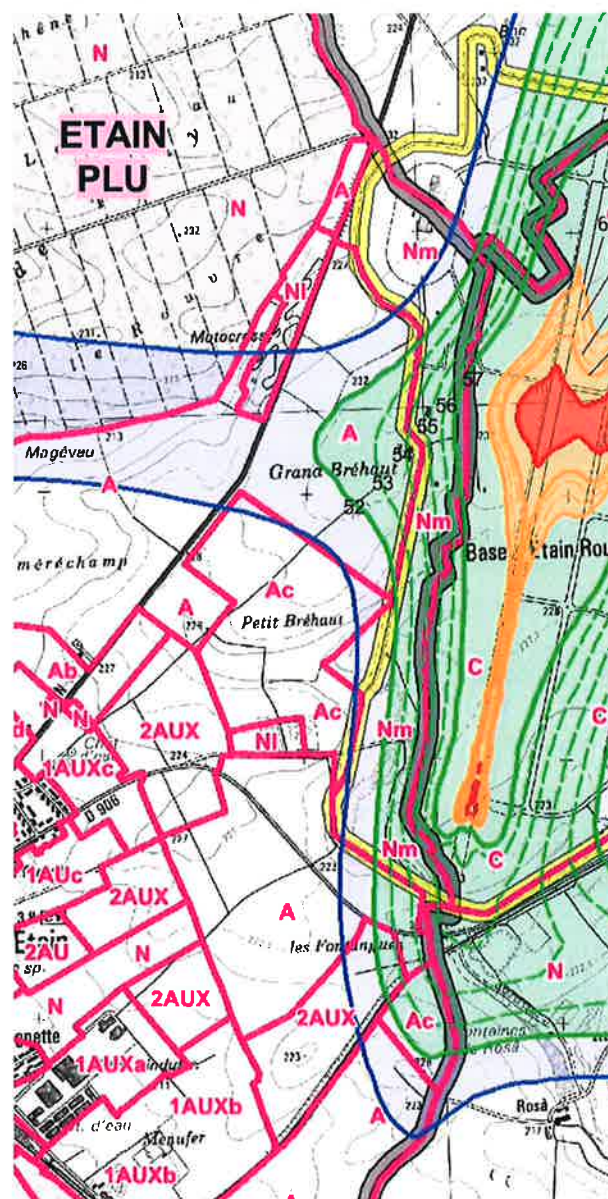
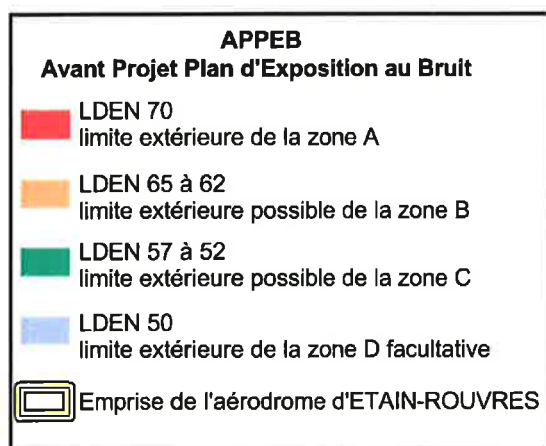
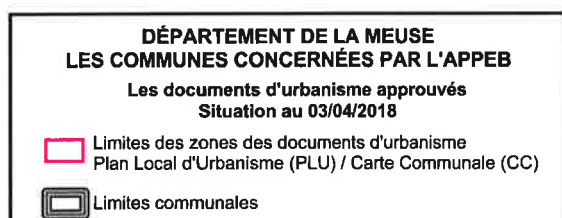
Compatibilité avec le PLU d'ETAIN approuvé le 11/05/2016

Zones APPEB		Zones PLU concernées
Zone C	LDEN 57 à 52 (limites extérieures possible de la zone C)	A, Ac, 2AUX, Nm

PLU / Zones A et Ac : Les zones A et Ac sont des zones réservées à l'activité agricole (A) et admettant les ouvertures de carrières (Ac), ce qui est compatible avec les préconisations de la zone C de l'APPEB.

PLU / Zone 2AUX : Cette zone du PLU est une réserve foncière destinée à l'accueil d'activités non agricoles à long terme. Une procédure de révision du PLU est nécessaire avant d'ouvrir à l'urbanisation cette zone 2AUX de plus de 9 ans. Cette future zone d'activités incompatible avec les préconisations de la zone C de l'APPEB devra alors être réduite car touchée par les courbes d'indice Lden 52 dB et Lden 53 dB.

PLU / Zone Nm : Cette zone correspond à la base militaire aérienne d'ETAIN-ROUVRES où sont autorisées l'occupation et l'utilisation des sols liées et nécessaires à l'activité militaire ce qui est compatible avec les préconisations de la zone C de l'APPEB.



Il est rappelé que les documents graphiques de la carte communale (CC) délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées (zone C) et ceux où les constructions ne sont pas autorisées (zone N) à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Compatibilité avec la CC d'ETON approuvée le 06/08/2012

Zones APPEB		Zone CC concernée
Zone C	LDEN 57 à 52 (limites extérieures possible de la zone C)	N

CC / Zone N : La zone N est une zone où les constructions ne sont pas autorisées, sauf exception (voir ci-dessus), ce qui est compatible avec les préconisations de la zone C de l'APPEB.

Compatibilité avec la CC de FOAMEIX-ORNEL approuvée le 17/04/2008

La commune de FOAMEIX-ORNEL n'est touchée que par la zone D de l'APPEB, aucune incompatibilité de la Carte Communale avec l'APPEB.

Compatibilité avec la CC de ROUVRES-EN-WOEVRE approuvée le 11/10/2007

Zones APPEB		Zones CC concernées
Zone A	LDEN 70 (limite extérieure de la zone A)	C
Zone B	LDEN 65 à 62 (limites extérieures possible de la zone B)	C
Zone C	LDEN 57 à 52 (limites extérieures possible de la zone C)	C, N

CC / Zone C / Emprise de la base aérienne : La grande zone C à l'ouest du territoire correspond à l'emprise de la base aérienne d'Etain-Rouvres, elle est touchée par les zones A et B de l'APPEB qui autorisent les logements et les équipements publics ou collectifs liés à l'activité aéronautique.

CC / Zone C : dans la zone C constructible, largement couverte par la zone C de l'APPEB, les constructions de toute nature, les lotissements à usage d'habitation sont autorisés ce qui pourrait entraîner un accroissement significatif de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances.

A l'intérieur de la zone C de l'APPEB, les constructions individuelles non groupées sont autorisées à condition d'être situées dans un secteur déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et dès lors qu'elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil du secteur.

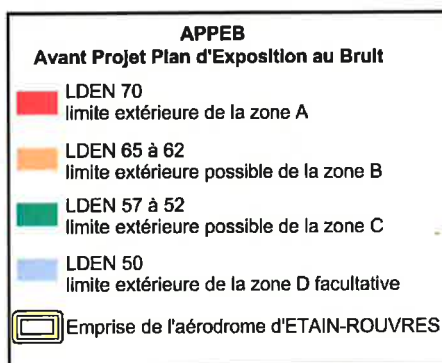
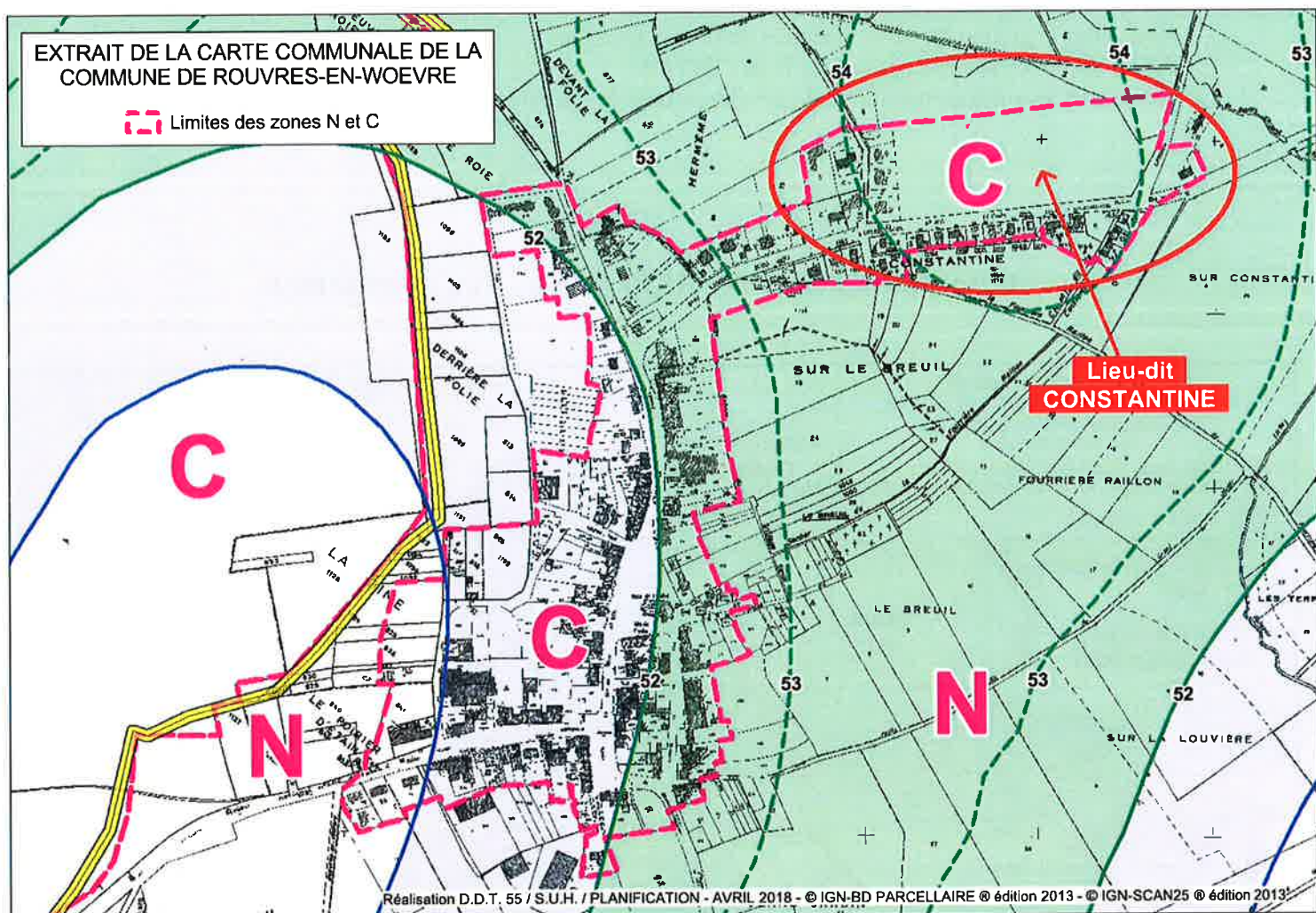
Ainsi, la zone ouverte à l'urbanisation au lieu-dit "Constantine" (environ 3 hectares) se situe en totalité en zone C de l'APPEB (courbes d'indice Lden 53 dB et Lden 54 dB sur cette partie de la carte communale). Cette zone ne pourra plus accueillir de constructions nouvelles à usage d'habitation, à l'exception, sous conditions, des constructions individuelles non groupées.

Il conviendra de revoir le type de zonage affecté au secteur concerné afin qu'il réponde aux règles plus strictes qui devront être imposées en terme de constructibilité (isolation acoustique renforcée).

Un secteur adapté de la carte communale pourrait être prévu, plus réduit, offrant une capacité d'accueil moindre.

CC / Zone N : La zone N est une zone où les constructions ne sont pas autorisées, sauf exception (voir ci-dessus), ce qui est compatible avec les préconisations de la zone C de l'APPEB.

Conclusion : En couvrant l'essentiel des zones ouvertes à l'urbanisation du village de Rouvres-en-Woëvre, la future zone C du l'APPEB pourrait ainsi avoir pour conséquence directe sur le secteur touché, de limiter la capacité d'accueil et les possibilités de développement du bourg.



Communes soumises au Règlement National d'Urbanisme (RNU)

La commune d'AMEL-SUR-L'ETANG ne dispose d'aucun document d'urbanisme et est donc soumise au RNU pour la gestion du développement de son urbanisation.

Elle est concernée par les zones C et D de l'APPEB.

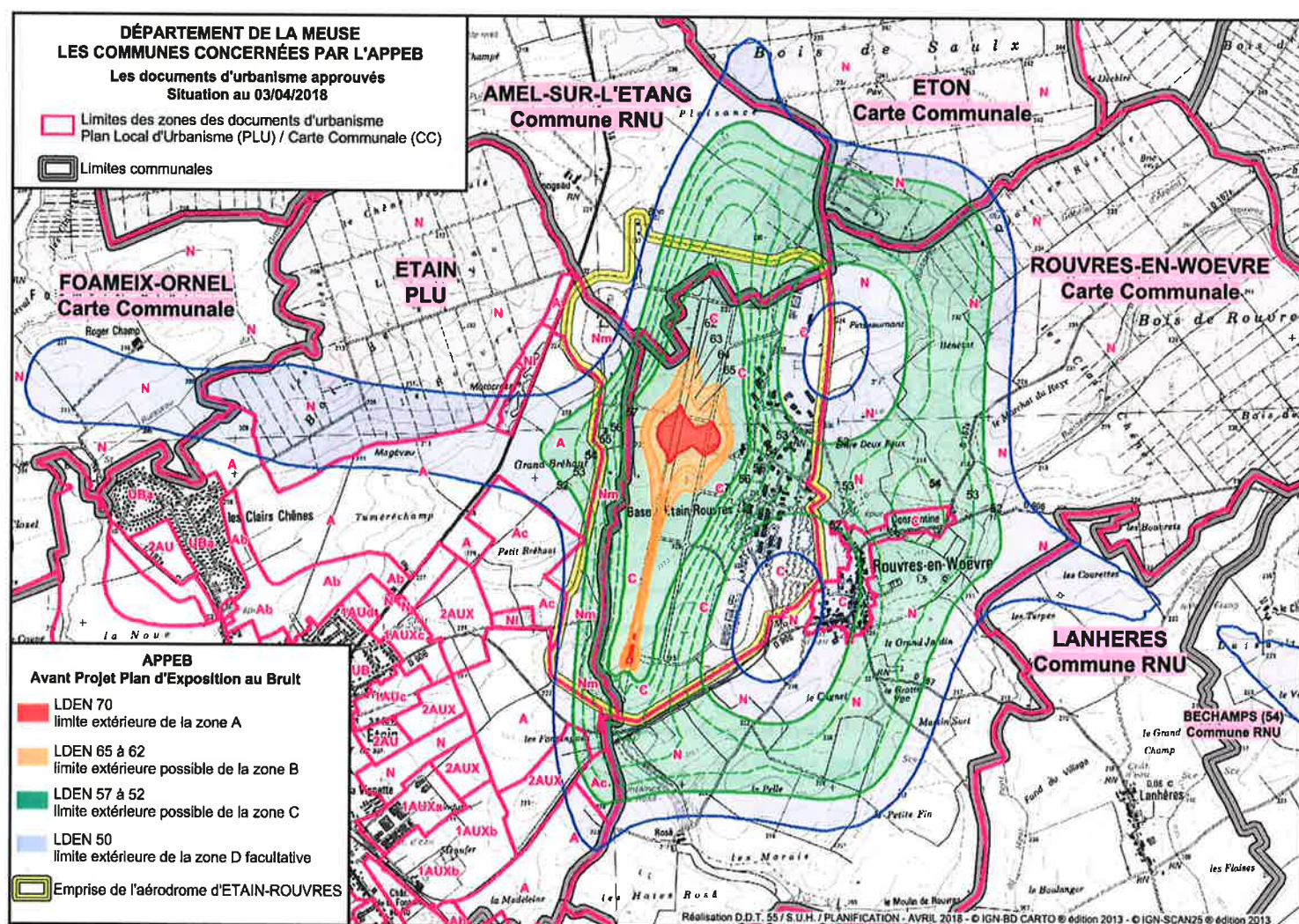
Il n'existe aucune incompatibilité du développement de l'urbanisme d'AMEL-SUR-L'ETANG avec l'APPEB.

La commune de LANHERES ne dispose d'aucun document d'urbanisme et est donc soumise au RNU pour la gestion du développement de son urbanisation.

Elle n'est concernée que par la zone D de l'APPEB.

Il n'existe aucune incompatibilité du développement de l'urbanisme de LANHERES avec l'APPEB.

DOCUMENTS D'URBANISME ET APPEB – VUE D'EMSEMBLE



Département de la MEURTHE et MOSELLE

Une commune est touchée par l'avant-projet de PEB :
- Bechamps (zone D uniquement)

Commune soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU)

La commune de BECHAMPS est touchée par la zone D de APPEB au sein de laquelle les constructions sont autorisées mais soumises à obligation d'isolation acoustique conformément à la réglementation en vigueur.

La commune ne dispose pas de document d'urbanisme. Les terrains concernés correspondent à des espaces à vocation agricole situés hors de la partie actuellement urbanisée de la commune.

La zone de bruit D de l'aérodrome d'Étain-Rouvres aura un impact nul sur le développement de la commune.

La commune est couverte par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) Nord 54 qui ne présente pas d'incompatibilité avec l'avant-projet de PEB.

4) Choix des limites des zones B et C

Le choix de la délimitation des zones B et C est effectué après analyse des perspectives d'urbanisation (prévisions de développement des constructions) décidées et prévues par les communes dans leurs documents d'urbanisme, étant rappelé que le PEB est sans effet sur les constructions existantes.

Il résulte d'un compromis entre le souci de respecter la volonté des communes et la nécessité d'éviter l'augmentation de la population dans les secteurs que l'on sait devoir être exposés dans le futur aux nuisances dues au bruit des avions.

Dans ces conditions, compte tenu :

- des prescriptions de l'article R 112-3 du code de l'urbanisme, autorisant pour les aérodromes existants le choix de la courbe extérieure de la zone B entre les valeurs d'indice L_{den} 65 et 62, et le choix de la courbe extérieure de la zone C entre les valeurs d'indice L_{den} 57 et 52 ;
- de l'état actuel de l'urbanisation autour du site ;

le préfet a décidé :

- de retenir la valeur d'indice L_{den} 62 dB(A) comme limite extérieure de la zone B,
- de retenir la valeur d'indice L_{den} 55 dB(A) comme limite extérieure de la zone C,
- d'instituer une zone D d'information et d'isolation acoustique renforcée, dans un souci de transparence maximale.

III) LE PROJET DE PEB DE L'AÉRODROME D'ÉTAIN-ROUVRES

Établi à l'échelle 1 / 25 000^{ème}, conformément à l'article R112-4 du code de l'urbanisme, l'ensemble des quatre courbes résultant du choix des indices devient la représentation graphique du projet de PEB soumis à l'instruction administrative réglementaire.

Celle-ci est jointe au présent rapport.

